

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 12 MAI 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTÉS	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 25/283 ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 35 000 € AU POLE DE COMPETITIVITE "SOLUTIONS COMMUNICANTES SECURISEES" - ANNEE 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Arnaud LATIL.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/283

BUREAU DU 12 MAI 2025

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 35 000 € AU
POLE DE COMPETITIVITE "SOLUTIONS
COMMUNICANTES SECURISEES" - ANNEE 2025 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 3 avril 2025 pour l'attribution d'une subvention de 35 000 € à l'Association « Pôle Solutions Communicantes Sécurisée » (Pôle de compétitivité SCS),

VU le projet de convention, ci-annexé,

CONSIDERANT que le Pôle SCS (Solutions Communicantes Sécurisée) fédère à ce jour plus de 395 membres toutes filières confondues,

CONSIDERANT qu'un rapprochement a été conclu en décembre 2023 avec le pôle Optitec (200 adhérents) dédié aux technologies innovantes dans les secteurs de l'optique, de la photonique et de l'imagerie pour permettre de rassembler les domaines d'activités complémentaires des deux pôles en une seule entité (SCS),

CONSIDERANT que, suite à ce rapprochement, le Pôle SCS a décidé en 2024 la mise en place d'une nouvelle marque « Aktantis » pour identifier ses services, actions et missions en lieu et place de la marque « SCS »,

CONSIDERANT que le Pôle SCS a candidaté à la phase V des pôles de compétitivités et a été relabellisé en mars 2023. Pour cette phase V, la stratégie du Pôle SCS s'inscrit dans la continuité de ce qui a été mis en place lors de la phase IV tout en prenant en compte les évolutions, transitions et changements importants notamment la prise en compte de l'urgence climatique,

CONSIDERANT que le Pôle SCS est un accélérateur de croissance qui a pour objectif de porter les innovations de ses membres sur les marchés et de faire émerger les futures pépites de demain,

CONSIDERANT que les 3 missions prioritaires du Pôle SCS au service de l'impact économique sont :

- Accompagner et financer l'innovation et les projets de R&D,
- Accompagner la croissance des petites entreprises et des startups,
- Promouvoir et renforcer l'écosystème numérique régional,

CONSIDERANT que l'ensemble de ces activités et actions s'adresse à l'écosystème du numérique de la Métropole Toulon Provence Méditerranée mais certaines ont un focus spécifique pour les acteurs de ce territoire,

CONSIDERANT que le programme 2025 du Pôle SCS s'articule autour de 5 axes majeurs :

AXE 1 : Gouvernance et missions demandées par les pouvoirs publics,

AXE 2 : Animation de l'innovation et de son financement,

AXE 3 : Développement du réseau et animation de la communauté des membres du pôle, en priorité les start-ups, les PME et ETI,

AXE 4 : L'international et l'Europe,

AXE 5 : Emploi et la formation,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER au Pôle Solutions Communicantes Sécurisées une subvention de 35 000 €, (trente-cinq mille euros) maximum pour l'année 2025.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention ci-jointe et **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer cette convention.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025, opération 15 - article : 65748 - fonction : 61.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 mai 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT POUR L'ANNEE 2025
POLE DE COMPETITIVITE MONDIAL « SOLUTIONS COMMUNICANTES
SECURISEES »
GOUVERNANCE ET ANIMATION

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole - 107 boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur **Jean-Pierre GIRAN**, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

L'association dénommée « **POLE SOLUTIONS COMMUNICANTES SECURISEES** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège Place Paul Borde à ROUSSET (13790), représenté par le Président dûment mandaté **Monsieur Fabien AILI** habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés.

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Une volonté de rapprochement : le 2 mai 2023, une convention de partenariat a été signée entre le Pôle SCS (**Solutions Communicantes Sécurisées**) spécialisé dans les métiers de la **microélectronique, des télécommunications et des logiciels** et le Pôle **Optitec** dédié aux technologies innovantes dans les secteurs de l'**optique**, de la **phonique** et de l'**imagerie** dans le but de fusionner les deux structures et de **rassembler les domaines d'activités complémentaires des deux pôles en une seule entité (SCS)**.

A ce jour, SCS se trouve sous la présidence de Monsieur Fabien AILI et compte environ 395 membres toutes filières confondues.

Cette fusion-absorption d'Optitec par SCS a été faite dans le but de permettre au territoire de la métropole TPM d'afficher à **terme** un **pôle de compétitivité deeptech** de **dimension européenne** avec un potentiel de 850 membres, au même titre que des pôles *deeptech* de référence Systematic (Région IdF) et Minalogic (Région AURA), qui servira l'**attractivité** du territoire sur les politiques d'implantation de nouveaux acteurs et notamment de nouveaux sites de production.

Ce regroupement a pour objectif également d'accroître le nombre de projets innovants et technologiques sur le territoire de la Métropole, de simplifier la compréhension de l'écosystème en matière d'innovation technologique, de gagner en influence et représentativité et de créer des synergies entre les deux pôles.

En décembre 2023, une Assemblée Générale Extraordinaire du Pôle SCS a présenté les nouveaux statuts prenant en compte les thématiques et les activités du Pôle Optitec.

En 2024, SCS a entamé un travail concernant la mise en place d'une **nouvelle marque « Aktantis »** pour identifier ses services, actions et missions en lieu et place de la marque SCS.

Etant ici précisé que la dénomination juridique restera la même à savoir : « Pôle Solutions Communicantes Sécurisées ».

Pour rappel, le 7 octobre 2022 le Pôle SCS a candidaté à la phase V des pôles de compétitivité et a été relabellisé en mars 2023. La mission, le positionnement et la stratégie de SCS pour cette phase 5 s'inscrit **dans la continuité** de ce qui a été mis en place lors de la phase IV tout en prenant en compte les **évolutions, transitions et changements** importants qui sont apparus dans les 3 dernières années notamment **la prise en compte de l'urgence climatique**.

La Mission de la phase V est la suivante : « Être l'un des premiers écosystèmes européens deeptech au service d'une transition numérique durable ».

Dans la continuité de la phase IV **et avec les thématiques d'Optitec**, SCS se positionnera sur 5 axes technologiques : Micro/électronique, Cyber- Sécurité numérique, IOT, IA- Data Analytics, et Photonique et Imagerie. Cette alliance permettra donc ainsi de couvrir l'ensemble des technologies deeptech.

Ce positionnement technologique ciblera en priorité 5 marchés applicatifs clés : Industries X.O, Smart Cities, eSanté & Bien-être, Mobilité Intelligente, Sécurité Défense & Grands Instruments, et en cohérence avec les politiques Régionales OIR, nationales de filières, Européennes, ...

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

Article 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au **projet défini en annexe I** que l'association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

Article 2 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Cette convention est conclue pour l'année 2025.

Article 3 – Engagement du Pôle SCS

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisé par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire,
- Respecter le contrat d'engagement Républicain (CER) conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent à respecter « les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...), « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Article 4 – ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association « POLE SOLUTIONS COMMUNICANTES SECURISEES » à hauteur de 35 000 € conformément au **budget prévisionnel en annexe II** de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2025, opération 15 - article : 65748 -- fonction : 61

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 2,39 % du montant des dépenses subventionnelles, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

Article 5 – MODALITE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **35 000 euros** sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70 % soit **24 500 euros** à la notification de la convention,
- Le solde, soit **10 500 euros** (30%) après la remise des pièces justificatives suivantes :

-Un compte rendu financier (si la subvention est accordée en vue de la réalisation d'une action ou d'un projet spécifique) conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,

-Un rapport annuel d'activités.

-Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (si les aides publiques sont supérieures à 75 000 euros), bilan, compte de résultat et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (obligatoire pour les association bénéficiant d'aides publiques supérieures à 153 000 euros)..

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

Article 6 – OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire certifier et approuver conforme ses comptes par un expert-comptable et par un commissaire aux comptes (si le total des aides publiques sont supérieures à 153 000 €).

L'association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

Article 7 – CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers public, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

Article 8 – EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : Nombre d'adhérents et d'actions collectives et/ou individuelles menées auprès des entreprises de l'écosystème de la Métropole TPM
- Qualitatifs : Noms des adhérents, types d'entreprises accompagnées, et nature des actions collectives et/ou individuelles menées auprès des entreprises de l'écosystème de la Métropole TPM.

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

Article 9 – SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution de l'association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5,

la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La réalisation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifiés par le comptable public.

Article 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11 – RENOUELEMENT

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'association procèdera au dépôt d'une nouveau dossier de demande de subvention.

Article 12 – ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

Article 13 – POLITIQUE DE GESTION DES DONNES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données :

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles :

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence Développement Economique.

Destinataires des données personnelles :

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles :

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles :

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification :

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
 - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9
- Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex www.cnil.fr

Article 14 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Article 15 – ANNEXES

Sont annexés à la présente convention :

- Le programme d'actions 2025 (annexe 1),
- Le budget prévisionnel 2025 (annexe 2)

Les documents annexés font partie intégrante de la présente convention. En cas de contradiction, la convention prévaut sur les documents annexés.

Fait en deux exemplaires originaux, en français

A Toulon, le

<p>Pour le Pôle de compétitivité « SOLUTIONS COMMUNICANTES SECURISEES »</p> <p>Le Président Fabien AILI</p>	<p>Pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>
---	---

ANNEXE 1

Programme d'actions 2025

Le Pôle SCS est un accélérateur de croissance qui a pour objectif de porter les innovations de ses membres sur les marchés et de faire émerger les futures pépites de demain.

Les 3 missions prioritaires du Pole SCS au service de l'impact économique seront :

- Accompagner et financer l'innovation et les projets de R&D ;
- Accompagner la croissance des petites entreprises et des startups ;
- Promouvoir et renforcer l'écosystème numérique régional.

AXE 1 : Gouvernance et missions demandées par les pouvoirs publics

- Elaboration, actualisation et suivi de la stratégie et des feuilles de route phase V.
- Missions de nature institutionnelle.
- Labélisation des projets innovants/R&D
- Activités de reporting

AXE 2 : Animation de l'innovation et de son financement

Le programme 2025 s'inscrira dans la prolongation des actions engagées en 2024 afin de favoriser l'émergence de projets et actions d'innovations qui adressent les enjeux technologiques et marchés des entreprises et acteurs de la métropole TPM dans les 5 domaines stratégiques.

Ces actions auront pour but :

- La diffusion de l'innovation technologique auprès des adhérents et les actions d'accompagnement pour l'innovation.
- L'animation de groupes de travail favorisant les échanges, les bonnes pratiques et les témoignages incluant les PME, les Grandes Entreprises et les laboratoires de recherche.
- Le développement des liens entre les entreprises, les laboratoires de recherche et les acteurs scientifiques tels que la SATT.
- L'accompagnement structuré et à valeur ajoutée des membres souhaitant faire appel à du financement public dans le cadre du plan de relance et/ou d'appels à projets afin d'augmenter la qualité des projets et leur chance de financement et ce sur les AAP Région, France et Europe.
- La capacité d'accompagner les entreprises de l'innovation jusqu'à la mise en marché.

AXE 3 : Développement du réseau et animation de la communauté des membres du pôle, en priorité les start-ups, les PME et ETI

- Accompagner l'innovation des PME
- Accompagner les PME dans leur stratégie et positionnement concurrentiel
- Accompagner les PME dans leur financement haut et bas de bilan
- Préparer à adresser les marchés et le développement commercial
- Accentuer la visibilité et notoriétés des TPE/PME/ETI
- Sensibiliser les PME à la transition écologique aussi bien pour leur fonctionnement quotidien que pour leurs développements de nouveaux produits / Services

En 2025, le focus sera porté sur les levées de fonds, l'accompagnement technologique cyber, la sensibilisation à la transition écologique et le recrutement.

AXE 4 : L'international et l'Europe

Dans le cadre de la phase 4.0, le Pôle SCS a déployé ses actions à l'Europe. En 2024, la dynamique sera poursuivie par la mise en place des projets gagnés les années précédentes et par la réalisation de nouvelles candidatures s'appuyant sur le nouvel ensemble deeptech créée avec Optitec.

Pour cela, SCS s'appuiera sur 3 forces :

- Un écosystème à forte dimension internationale avec notamment des grands groupes mondiaux tels que ST Microelectronic et Thales.
- Un large réseau de partenariats solides en Europe avec 40 clusters Européens ainsi que l'Alliance Silicon Europe et le réseau Européen Photonics alliance
- Une équipe de 2 ETP dédiée aux projets Européens qui sera élargie à 4 ETP avec le projet Move2Digital

AXE 5 : Emploi et la formation :

Le plan d'Actions 2025 en matière Emploi – Formation, s'inscrira dans la continuité de ce qui a été mis en place pendant la phase 5

Les sessions de formation / sensibilisation aux technologies et usagers lancées sous forme de Webinaires seront poursuivies. Elles ont rencontré un fort succès depuis avril 2020. Elles seront doublées de sessions collectives de sensibilisation spécifiques autour de l'IA et de la Sécurité Numérique ainsi que des webinaires de formation / sensibilisation aux enjeux de la transition écologique.

Les cartographies des formations autour des axes technologique de ce pôle seront mises à jour et une cartographie concernant l'axe Photonique & Imagerie sera réalisée.

Des animations et des actions spécifiques d'aide au recrutement et aux problématiques RH seront mises en œuvre pour les PME.

Le site web dédié à l'emploi et la formation sera enrichi et animé. SCS continuera à promouvoir les formations d'Inria Academy dans le cadre de la convention signée en 2023.

L'ensemble de ces activités et actions s'adressent à l'écosystème du numérique des Régions Sud et Occitanie mais certaines ont un focus spécifique **pour les acteurs du territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée** :

- La promotion, l'information et l'accompagnement des dispositifs de France 2030 (Stratégie accélération et volet Régional) auprès des acteurs de la Métropole TPM.
- La Coordination et l'animation des thématiques électronique, IoT, IA, Cybersécurité et Optique :
 - o Animation des GT du Pôle SCS sur ces thématiques,
 - o Organisation d'événements marchés et usagers sur les thématiques cyber, IA, smartcities/ smartports,
 - o Organisation des rencontres laboratoires / entreprises pour favoriser l'innovation,
 - o La participation aux initiatives régionales en cyber : Campus Cyber, CIRST...
- Soutien et accompagnement aux startups, PME et entreprises du territoire de TPM
 - o Accompagnement et labellisation des projets France 2030 et autres dispositifs,
 - o Sessions de formation synthétique : IA, Block Chain, IoT, Quantique, Photonique...
 - o Sensibilisation et accompagnement sur les problématiques « Security by design » et « Certification »
 - o Accompagner et coordonner les TPE/PME de la Métropole sur les salons internationaux.
 - o Participation et co-organisation de la défense Week avec le forum DGA/ PME.

- Un focus sur la transition écologique :
 - Des actions de sensibilisation et des ateliers autour des outils et des pratiques : bilan carbone, éco-conception électronique logicielle, la décarbonation des acteurs du numériques, les exigences environnementales des financeurs (investisseurs et institutionnels), les sociétés à mission, le label API Green Score pour développer des API écoresponsables, recyclage numérique et cybersécurité,
 - Organisation d'un évènement dédié à la Transition écologique des acteurs numériques avec retours et partage d'expériences et bonnes pratiques,
 - La promotion du Label Numérique Responsable, la promotion des dispositifs ADEME (notamment l'AAP Econum) et de la Région
- La participation au eDIH Move2digital visant le lancement des activités de digitalisation des PME du territoire en collaboration avec TVT et les pôles filières du territoire notamment le pôle Mer.

Budget déposé 2025 A et B

Intitulé des dépenses	HT	Intitulé des recettes	HT
60 - Achats	3 994	74 - Subventions	
604 - Achat d'études	-	DGA	90 000
605 - Achats de matériels, équipements	-	Union Européenne	-
606 - Achats .. fournitures	3 994	Région PACA	659 216
61 - Services extérieurs	65 098	<i>Dont Transfert Etat Région</i>	284 216
611 - Sous traitance générale	-	Région Occitanie	121 728
613 - Locations	38 932	<i>Dont Transfert Etat Région</i>	46 728
614- Charges locative	-	Communauté de communes	175 000
615- Maintenance	21 373	NCA	-
616 - Assurances	4 793	CASA	25 000
618 - Documentation	-	AMPM	100 000
62 - Autres services extérieurs	309 076	TPM	35 000
621 - Rémunérations d'intermédiaires	-	TLM	10 000
622 - Honoraires	139 455	Nimes	5 000
623 - Publicité, public., relations publiques	32 000		
625 - Déplacements, missions et réceptions	120 845		
626- Frais postaux et Téléphone	4 793		
628 - Participation conférences	11 983		
		Sous / total	1 045 944
64 - Charges de personnel	1 084 365	Autofinancement	
641 - Salaires	741 027	70 - Ventes	418 986
645 - Charges sociales	300 661	706 - Prestations de services	8 177
647 - Autres charges	3 195	707 - Ventes de marchandises	-
631- taxe salaires	37 884	708 - Autres fonds propres	-
633 - Formation professionnelle	-	756 - Cotisations	410 809
635 - Cotisation foncière des entreprises (CFE)	1 598	75 -Produits gestion courante	
65 - Autres charges gestion courante		Contributions en Nature	
68 - Dotations aux amortissements	2 397	Valorisation du Bénévolat	224 000
Emplois des contributions en nature			
Personnel Bénévole	224 000		
Total Dépenses	1 688 930	Total Recettes	1 688 930